



# BRÈVES ÉCONOMIQUES GRANDE CHINE ET MONGOLIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PÉKIN

Semaine du 1<sup>er</sup> novembre 2021

## Chine continentale

### Conjoncture ([ici](#))

**PMI** : le PMI manufacturier publié par Caixin-Markit augmente en octobre, tandis que le PMI manufacturier officiel poursuit sa forte contraction en raison de la crise énergétique et la hausse des prix des matières premières

**Conjoncture** : le ratio de levier macroéconomique en Chine continue de s'abaisser au T3

**Immobilier** : de nouvelles tensions chez les promoteurs immobiliers cette semaine

### Banque et finance ([ici](#))

**Marché obligataire** : FTSE Russell a officiellement inclus les obligations du gouvernement chinois (CGB) dans l'indice FTSE World Government Bond Index (WGBI)

### Echanges et politique commerciale ([ici](#))

**Relation Chine-US** : retenue de panneaux solaires chinois par les douanes américaines

**Relation Chine-US** : signaux contradictoires de Washington sur la réduction des droits de douane additionnels

**Matières premières** : les Etats-Unis et l'Union Européenne entament des discussions pour un accord global sur l'acier et l'aluminium durables

**ALE** : entrée en vigueur du RCEP pour dix Etats membres le 1er janvier 2022

### Industrie et numérique ([ici](#))

**Economie numérique** : des réglementations proposées par la SAMR pour classifier les plateformes internet

**Economie numérique** : Huawei pourrait vendre son unité dédiée aux serveurs

**Economie numérique** : Yahoo et Epic Game se retirent du marché chinois

**Multilatéral** : la Chine demande formellement à rejoindre l'Accord de partenariat sur l'économie numérique

### Développement durable, énergie et transports ([ici](#))

**CoP26** : bilan à mi-parcours des engagements multilatéraux auxquels la Chine participe

**Energie** : rebond des réserves de charbon dans les centrales thermiques suite à l'augmentation de la capacité de production et publication d'un avis sur la modernisation des centrales au charbon par la NDRC

**Aéronautique** : la chaîne d'assemblage des monocouloirs d'Airbus à Tianjin produira des A321 en 2022

**Transport aérien** : la situation financière des compagnies chinoises se dégrade au 3<sup>ème</sup> trimestre 2021

**Aéronautique** : l'autorité d'aviation civile chinoise veut avancer sur l'avion électrique

## Actualités régionales ([ici](#))

**Hubei** : la municipalité de Xiangyang dévoile son propre plan de développement quinquennal.

## Hong Kong et Macao ([ici](#))

### Hong Kong

**Epidémie** : Hong Kong renforce son alignement sur la Chine en termes de contrôle de ses frontières et retire les dispositifs dérogeant à la quarantaine à l'hôtel

**Démographie** : évolution démographique à Hong Kong et la question des talents

**Environnement d'affaires** : le nombre de sièges régionaux diminue à Hong Kong pour la 2e année consécutive

**Bilan économique au 3ème trimestre 2021** : ralentissement de la croissance à +5,4%

### Macao

**Industrie du jeu** : les revenus des casinos baissent en octobre de -40% en g.a.

**Investissements directs** : en 2020, les stocks d'investissements directs entrants à Macao ont reculé de 14,5% à 37,6 Mds USD, en particulier dans le secteur des jeux

**Commerce extérieur** : les importations de Macao ont augmenté de +103% au cours des 9 premiers mois de l'année

## Taiwan ([ici](#))

**Multilatéralisme** : Morris Chang, fondateur de TSMC, représentera Taiwan au sommet de l'APEC

**PIB** : la croissance économique atteint 3,80% au T3

**Economie** : impact positif de l'assouplissement des mesures sanitaires sur la plupart des secteurs

**Batteries au lithium** : Taiwan Cement inaugure un nouveau site de production à Kaohsiung

**Composants électroniques** : Largan Precision va procéder au rachat d'une partie de ses actions

**Véhicules électriques** : Taiwan promeut activement le développement de sa filière

**Sidérurgie** : China Steel envisage de répercuter dès août le prix de la taxe carbone sur ses produits

## Mongolie ([ici](#))

**Balance des paiements** : le déficit atteint 580 millions USD en 2021

# Chine continentale

## Conjoncture

**PMI : le PMI manufacturier publié par Caixin-Markit augmente en octobre, tandis que le PMI manufacturier officiel poursuit sa forte contraction en raison de la crise énergétique et la hausse des prix des matières premières**

Pour le secteur manufacturier, l'indice des directeurs d'achats (PMI) Caixin-Markit s'élève de 50 en septembre à 50,6 en octobre, les nouvelles commandes augmentant à un rythme plus rapide qu'en septembre. Cette reprise est principalement due à la demande intérieure pour les PME tandis que les nouvelles commandes à l'exportation chutent pour le troisième mois consécutif. Cette augmentation de la demande intérieure pour les PME pourrait être liée à la préparation de la journée du 11 novembre, équivalent chinois du « black Friday ».

En revanche, l'indice PMI officiel continue sa forte contraction en-dessous de la barre des 50, à 49,2 en octobre contre 49,6 en septembre, poursuivant ainsi sa tendance baissière enregistrée depuis mars 2021. L'évolution de l'indice PMI manufacturier s'explique par le repli de plusieurs sous-indices : indice de production (48,4 en octobre, contre 49,5 en septembre), indice de nouvelles commandes (48,8 contre 49,3), indice du stock de matières premières (47,0 contre 48,2), indice de l'emploi (48,8 contre 49), indice des délais de livraison des fournisseurs (46,7 contre 48,1). Par contre, les indices des nouvelles commandes à l'exportation et de l'importation rebondissent respectivement de 46,2 à 46,6 et de 46,8 à 47,5, mais restant encore en-dessous de la zone d'expansion. Compte tenu de la hausse des prix des matières premières importées, les indices des prix des intrants et des prix au départ d'usine grimpent fortement à 72,1 et à 61,1. Le PMI manufacturier des grandes entreprises s'établit à 50,3 (contre 50,4 en septembre), tandis que celui des moyennes et des petites entreprises baissent respectivement à 48,6 (contre 49,7) et 47,5 (inchangé), les PME étant particulièrement affectées par la coupure d'électricité, les coûts élevés des matières premières et une demande insuffisante du marché domestique.

En outre, le PMI non manufacturier officiel s'abaisse également à 52,4 en octobre, contre 53,2 en septembre. Ce fléchissement s'explique par le sous-indice des services (notamment secteurs liés à l'immobilier), passant de 52,4 en septembre à 51,6 en octobre. Par ailleurs, les sous-indices de l'emploi et de l'anticipation des activités non manufacturiers s'abaissent respectivement de 47,8 à 47,5 et de 59,1 à 58,8.

Pour mémoire, le PMI manufacturier de Caixin, compilé par la société d'analyse de données IHS Markit Ltd., est davantage représentatif de l'industrie légère tandis que l'enquête officielle donne davantage de poids aux industries lourdes. Il arrive donc régulièrement aux deux indices de diverger.

**Conjoncture : le ratio de levier macroéconomique en Chine continue de s'abaisser au T3**

Le ratio de levier macroéconomique en Chine, qui mesure l'encours total de la dette non financière (ménages, entreprises non financières et gouvernements) en pourcentage du PIB nominal, est tombé à 264,8% fin septembre, contre 265,4% fin juin et contre un record de 271,2% au T3 de l'année précédente, selon un rapport publié le 2 novembre par l'Institution nationale des finances et du développement (NIFD), un organisme de recherche relevant de l'Académie chinoise des sciences sociales. Il s'agit de la quatrième baisse trimestrielle consécutive du ratio de levier macroéconomique. Cependant, la réduction de 0,6 point de pourcentage au T3 a été plus faible que la baisse de 2,6 points de pourcentage au T2, ce qui s'explique principalement par la décélération de la croissance économique de la Chine à 4,9% au T3, après l'accélération de 7,9% au T2 et l'expansion de 18,3% au T1. Concrètement :

- i) L'endettement des ménages a atteint 62,1% au T3, en légère hausse de 0,1 point de pourcentage par rapport au trimestre précédent. En détail, le ratio des prêts au logement en pourcentage du PIB est passé de 34,0% fin 2020 à 33,5% au T3, dans un contexte du resserrement réglementaire sur le marché immobilier depuis le début d'année. Par contre, le ratio des prêts commerciaux aux particuliers s'élève fortement de 10,8% fin 2017 à 14,3% au T3 2021, le gouvernement chinois indiquant clairement que le taux de croissance des « prêts inclusifs » (les prêts commerciaux inférieurs à 10M RMB (1,5M USD) accordés aux petites et micro entreprises et aux particuliers) des grandes banques commerciales devrait dépasser 40% en 2020 et 30% en 2021.
- ii) L'endettement des entreprises non financières a diminué pour le cinquième trimestre consécutif à 157,2% du PIB fin septembre, en baisse de 1,6 point de pourcentage par rapport au trimestre précédent. Cette diminution est due au ralentissement des nouveaux investissements, car de nombreuses entreprises choisissent d'abord de rembourser leurs anciennes dettes avant de commencer à en contracter de nouvelles, selon le rapport.
- iii) L'endettement du gouvernement (central + local) est passé de 44,6% au T2 à 45,5% au T3, en hausse de 0,9 points de pourcentage. Pour 2021, le quota de nouvelles émissions des obligations d'Etat est de 2750 Mds RMB (372 Mds EUR) et le quota de nouvelle émission des obligations des gouvernements locaux (obligations générales + special purpose bonds) est de 4470 Mds RMB (605 Mds EUR), soit un total de 7220 Mds RMB (977 Mds EUR). Au cours des trois premiers trimestres, les autorités chinoises ont émis 1117 Mds RMB pour les obligations d'Etat et 2899 Mds RMB pour les obligations des collectivités, soit au total 4015 Mds RMB (541 Mds EUR), ce qui représente seulement 56% du quota de l'année. L'émission de dette nationale et de dette locale est donc relativement lente. La nouvelle émission des obligations générales des gouvernements locaux a presque atteint le quota (820 Mds RMB), tandis que les obligations d'Etat et les SPB ont encore respectivement des quotas de 1600 Mds RMB (216 Mds EUR) et 1400 Mds RMB (189 Mds EUR) à émettre, on peut dès lors s'attendre à ce que le ratio de levier du gouvernement augmente au quatrième trimestre.

Comme depuis plusieurs éditions, le rapport recommande par ailleurs un « assouplissement modéré » de la politique monétaire pour soutenir l'investissement et aider les entreprises à se financer. Il est également proposé que les décideurs augmentent la part des obligations souveraines et des obligations générales des gouvernements locaux dans la dette publique totale pour soutenir l'expansion des dépenses publiques et les investissements dans les infrastructures.

### **Immobilier : de nouvelles tensions chez les promoteurs immobiliers cette semaine**

Le groupe Evergrande est parvenu à rembourser un coupon d'obligation le 27 octobre, avant la fin d'une période de grâce de 30 jours entamée fin septembre, pour 45 M USD. Il évite ainsi une mise en défaut. La période de grâce pour le paiement d'une autre obligation arrive à expiration le 11 novembre. Le groupe est parvenu à vendre Protean Electric, une unité de sa branche automobile, à un groupe anglais pour un montant non public.

Parmi les autres promoteurs, Modern Land a manqué le paiement sur une obligation en USD pour 250 M USD le 25 octobre. Ce non-paiement rend immédiatement exigibles d'autres obligations initialement dues en 2023, pour un montant de 321 M USD. Le groupe a en outre annoncé qu'il ne verserait vraisemblablement pas de dividendes cette année. Le promoteur Kaisa a manqué un paiement lié à des produits dits de gestion de fortune, pour une valeur estimée à 2 Mds USD. Un plan d'étalement des paiements doit être annoncé prochainement. D'après la presse chinoise, le groupe aurait mis en vente 18 projets pour 12,8 Mds USD. Par ailleurs, le groupe fait face à un paiement de 400 M USD dus début décembre, et a plus de 2,8 Mds USD d'obligations parvenant à maturité en 2022. Le promoteur Guangzhou R&F Properties a vu sa notation dégradée par Fitch à B-. Agile Group Holdings et Ronshine China sont deux autres développeurs dont la situation est vue comme préoccupante par les marchés. D'une manière générale, le volume d'émissions d'obligations high yield chinoises ont diminué de 90% par rapport à leur moyenne sur ces cinq dernières années, d'après le Wall Street Journal. Les développeurs constituent

habituellement 80% de ce marché. Cette situation témoigne de leur difficulté à trouver des financements obligataires, aggravant leur situation de liquidité.

Le 27 octobre, la Commission nationale pour le développement et la Réforme (NDRC) qui supervise l'émission d'obligations offshore et l'Autorité d'Etat pour le Change (SAFE) ont convoqué des développeurs à Pékin pour les enjoindre à régler leurs obligations en USD. D'après Caixin, la SAFE aurait demandé à être tenue au courant à l'avance des éventuels défauts à venir.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## Banque et finance

### **Marché obligataire : FTSE Russell a officiellement inclus les obligations du gouvernement chinois (CGB) dans l'indice FTSE World Government Bond Index (WGBI)**

Le 29 octobre, le fournisseur d'indices mondial - FTSE Russell a officiellement inclus les obligations du gouvernement chinois (CGB) dans l'indice FTSE World Government Bond Index (WGBI) après avoir donné son approbation finale en mars. FTSE Russell a accordé aux CGB une pondération de 5,25% à l'époque, celle-ci étant dorénavant portée à 6%. Le FTSE WGBI est le dernier des trois principaux indices obligataires mondiaux à inclure les CGB, après l'indice Bloomberg Barclays Global Aggregate en avril 2019 et la suite Government Bond Index Emerging Markets de JP Morgan en février 2020. Fin septembre 2021, les obligations chinoises détenues par les investisseurs étrangers s'élevaient à 3845 Mds RMB (520 Mds EUR) (en augmentation de 590 Mds RMB (80 Mds EUR) par rapport à fin 2020), représentant seulement 3,4% des encours obligataires chinois onshore (contre 2,8% à fin 2020).

En outre, Arne Staal, directeur général de FTSE Russell, a déclaré que la société envisageait de réorganiser son indice FTSE China A50 – un outil lancé à la bourse de Singapour pour les traders internationaux cherchant à couvrir leur exposition aux actions chinoises – en l'étendant potentiellement de 50 à 100 sociétés, en réponse aux commentaires des investisseurs. FTSE China A50 était le seul indice de contrat à terme sur les actions A pour investisseurs internationaux en couvrant les 50 plus grandes sociétés cotées représentant environ 33% de la capitalisation boursière chinoise. Ces modifications potentielles du FTSE China A50 interviennent après que la bourse de Hong Kong a rompu le monopole de la bourse de Singapour le mois dernier, en lançant son propre indice de contrat à terme sur les actions A - MSCI China A 50 Connect (USD) Index Futures.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## Echanges et politique commerciale

### Relation Chine-US : retenue de panneaux solaires chinois par les douanes américaines

L'entreprise chinoise Longi Green Energy Technology Co., le plus grand fabricant de panneaux solaires au monde, a informé la Bourse de Shanghai le mercredi 3 novembre que 40,3 mégawatts de modules (1,6 % de ses exportations annuelles vers les Etats-Unis) avaient été retenus du 28 octobre au 3 novembre par les douanes américaines.

Les produits des entreprises JinkoSolar Holding Co. Ltd, Canadian Solar Inc. et Trina Solar Co., ont également été sujets ces derniers mois à des retenues par les douanes américaines dans le cadre d'enquêtes sur leurs liens avec l'entreprise chinoise Hoshine Silicon Industry. Cette dernière, spécialisée dans la production de silicium polycristallin, est accusée de contribuer aux violations des droits de l'Homme au Xinjiang, alors que près de la moitié de la production mondiale de ce matériau essentiel à la fabrication de panneaux photovoltaïques est fabriqué au Xinjiang. Hoshine Silicon Industry figure depuis juin dernier dans la liste des entités<sup>1</sup> du département du Commerce ([voir les brèves de la semaine du 21 juin 2021](#)). Le département américain du travail (DoL) a également ajouté le silicium polycristallin à sa "liste des biens produits par le travail des enfants ou par le travail forcé" en juin dernier. Bien que n'ayant pas de conséquence immédiate pour les producteurs, l'ajout à cette liste peut constituer une base pour les sanctions prises par d'autres administrations. Le ministère chinois des Affaires étrangères [a condamné](#) ce nouveau blocage américain.

### Relation Chine-US : signaux contradictoires de Washington sur la réduction des droits de douane additionnels

Le 1<sup>er</sup> novembre, la secrétaire d'État au Trésor Janet Yellen a déclaré lors d'une [interview](#) que les Etats-Unis attendaient de la Chine qu'elle respecte les engagements pris dans le cadre de l'accord dit de *phase-1*, de quasiment doubler ses achats de biens et services américains en 2020 et 2021 (par rapport au niveau pré-guerre commerciale). Alors que Pékin semble inmanquablement prendre du retard sur les objectifs de l'accord (elle n'atteindrait que 62 % de ses engagements sur la période janvier-septembre [selon les estimations du PIIE, malgré une croissance des importations chinoises en provenance des Etats-Unis de 43,9 % en g.a. sur les neuf premiers mois de l'année 2021](#)), Janet Yellen a annoncé que les Etats-Unis pourraient envisager de réduire certains tarifs douaniers visant la Chine si celle-ci parvenait à progresser dans la mise en œuvre de l'accord.

La secrétaire d'État a expliqué que les tarifs douaniers tendent à pénaliser les consommateurs et à augmenter les coûts de certains intrants pour les entreprises américaines, tels que l'aluminium et l'acier. Une baisse des tarifs aurait ainsi un « effet désinflationniste ». Janet Yellen a par ailleurs rappelé que les Etats-Unis entameraient un processus d'exclusion de tarifs sur certains biens chinois ([voir brèves du SER de Pékin du 11 octobre 2021](#)).

Lors un [discours](#) prononcé à l'Institut américain du fer et de l'acier (AISI), la représentante au Commerce des États-Unis (USTR) Katherine Tai a tenu un langage plus ferme vis-à-vis de Pékin, l'accusant d'être le premier responsable de la surcapacité dont est victime le marché de l'acier ([estimée](#) à 606 millions de tonnes en 2020 par le Forum Mondial sur la surcapacité de l'acier de l'OCDE). Déclarant que la production chinoise porte préjudice aux

---

<sup>1</sup> Liste du Bureau de l'industrie et de la sécurité du département du Commerce. Les entreprises, qu'elles soient situées aux Etats-Unis ou à l'étranger, ne peuvent exporter ou réexporter des produits et technologies « d'origine américaine » (à plus de 25 %) vers ces entités sauf octroi d'une licence par le département du Commerce

travailleurs américains, l'ambassadrice a expliqué que Washington chercherait à renforcer le dialogue avec Pékin sur sa politique industrielle et prendrait toutes les mesures nécessaires pour « défendre les intérêts des travailleurs américains, des entreprises, et pour renforcer notre classe moyenne ». Elle a également affirmé que Washington devrait être prêt à collaborer avec d'autres économies à ce sujet.

### **Matières premières : les Etats-Unis et l'Union Européenne (UE) entament des discussions pour un accord global sur l'acier et l'aluminium durables**

Le 31 octobre, la Commission européenne et les Etats-Unis [ont confirmé](#) leur [agenda commun](#) sur la question de la transformation des secteurs de la sidérurgie et de l'aluminium, identifiant ces deux industries parmi les principales émettrices de gaz à effet de serre. Concrètement, les Etats-Unis ont annoncé la suspension de la section douanière 232, qui ciblait les exportations européennes, tandis que l'UE s'est engagée à lever ses mesures de réciprocité. Les deux parties sont également parvenues à un accord pour mettre un terme à leur opposition à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) sur cette question. Ces discussions seraient ouvertes à d'autres « partenaires commerciaux » et « acteurs-clés ».

La Chine n'est pour l'instant pas partie prenante de cette initiative, bien que cette dernière représentât 57% de la production mondiale d'acier en 2020 [selon World Steel in Figures](#). Les surcapacités de production chinoise ont par le passé fait l'objet de [discussions](#) dans le cadre du Global Forum on Steel Excess Capacity (GFSEC). La Chine n'a pas pris d'engagement sur l'acier dans le cadre du [Breakthrough Agenda](#) de la COP26 à Glasgow malgré des plans nationaux pour décarbonner cette industrie [annoncés](#) ces dernières semaines.

### **ALE : entrée en vigueur du RCEP pour dix Etats membres le 1<sup>er</sup> janvier 2022**

Selon [un communiqué](#) publié par le ministère chinois du Commerce (MOFCOM) le 3 novembre, le partenariat économique régional global (RCEP) entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2022 pour 10 des 15 Etats membres : la Chine, le Japon, la Nouvelle-Zélande, l'Australie, le Brunei, le Cambodge, le Laos, le Singapour, la Thaïlande, et le Vietnam. Les parties de l'accord devraient réduire leurs droits de douane de près de 90 % (65 % dès l'entrée en vigueur, le montant restant sur une période de plus 20 ans). Le RCEP devrait renforcer les chaînes d'approvisionnement grâce à l'introduction de règles d'origine communes et la codification de nouvelles règles en matière de commerce électronique ([voir les brèves de la semaine du 16 novembre 2020](#)).

Pour rappel, le RCEP a été signé le 15 novembre 2020 et doit être ratifié par au moins six des dix signataires de l'ASEAN et trois des cinq signataires non-membres de l'ASEAN. En plus des 10 Etats membres susmentionnés, l'Indonésie, la Corée du Sud, la Malaisie, la Birmanie, et les Philippines en sont également signataires mais n'ont pas encore ratifié l'accord.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## Industrie et numérique

### Economie numérique : des réglementations proposées par la SAMR classifient les plateformes internet

Le 29 octobre, l'Administration d'Etat pour la régulation du marché (SAMR) a proposé une définition de nouvelles catégories de plateformes dans un [projet de lignes directrices pour classifier les plateformes internet](#). Plusieurs catégories de plateformes ont ainsi été identifiées :

- **Les « super » plateformes**, ayant [plus de 500 M d'utilisateurs](#), au moins deux types d'activité de plateforme comprises dans la plateforme principale, et une valeur boursière de plus de 1 000 Mds CNY (16 Mds USD).
- **Les « grandes » plateformes**, ayant plus de 50 M d'utilisateurs actifs annuels, dont la valeur boursière dépasse 100 Mds CNY.
- **Les « petites et moyennes » plateformes**, dont le nombre d'utilisateurs et la valeur boursière sont inférieurs à ceux décrivant les « grandes plateformes ».

Un second [projet de lignes directrices pour mettre en œuvre les responsabilités des plateformes internet](#), publié par la SAMR, dresse les responsabilités incombant aux « super » et « grandes » plateformes. Celles-ci feront face à des obligations plus strictes en matière de protection des données (encadrement des pratiques de ciblage des consommateurs), de conditions de travail pour leurs employés, et de concurrence de marché (obligation de rendre les plateformes interopérables, par exemple). Ainsi définies, il semble que cette description s'applique uniquement à Alibaba, Tencent et Meituan, bien que Pinduoduo et JD.com pourraient rapidement rejoindre ce groupe en fonction de l'évolution de leur capitalisation boursière.

Le 1<sup>er</sup> novembre, lors d'[une visite](#) à la SAMR, Li Keqiang a réaffirmé l'objectif de soutenir les entreprises de taille moyenne, soulignant l'importance d'une multiplicité d'acteurs dans un marché donné, et la nécessité de la lutte anti-monopole. Les contraintes moins importantes imposées aux « petites et moyennes plateformes » pourraient ainsi permettre de favoriser leur développement tandis que les grands groupes, dont la responsabilité économique et sociale est jugée plus importante, seraient davantage encadrés.

### Economie numérique : Huawei pourrait vendre son unité dédiée aux serveurs

Selon [Bloomberg](#), Huawei serait en négociations pour vendre son unité dédiée aux serveurs s'appuyant sur les microprocesseurs x86, en raison de la difficulté à se procurer les puces d'Intel, sa licence d'exportation pour ce composant à Huawei ayant expiré.

En juillet dernier, certains médias avaient déjà [rapporté](#) la possibilité d'une telle vente. Alors que Huawei s'est séparé de sa marque de terminaux mobiles Honor il y a un an, le CA au Q3 de l'entreprise de Shenzhen a diminué de 38%, enregistrant la quatrième baisse trimestrielle consécutive des ventes. Si les restrictions d'approvisionnement en puces ont fait chuter les ventes de smartphone du groupe, la situation semble différente pour les serveurs alimentant l'offre *cloud* de Huawei, qui opèrent souvent sur des processeurs ayant deux à cinq ans. Si confirmée, cette vente pourrait se faire au bénéfice d'un consortium comprenant au moins un acteur soutenu par le gouvernement. Parmi les repreneurs identifiés figurent Henan Information Industry Investment, une entreprise à capitaux publics basée à Zhengzhou (Henan), ainsi que Huaqin Technology, spécialisé dans les produits électroniques grand public.

Malgré ces difficultés, le fondateur du groupe Ren Zhengfei a tenté de remobiliser ses employés lors d'une [conférence](#) qui s'est tenue dans le fief du groupe à Dongguan (Guangdong). M. Ren a désigné cinq « légions » (军团) représentant les nouvelles priorités du groupe : automobile connecté, énergie, logistique, mine, solaire... Les 300 cadres présents à la conférence, présentés comme des « officiers » (将士), auraient ainsi scandé leur enthousiasme : « Huawei doit gagner ! Huawei doit gagner ! Huawei doit gagner » (华为必胜, 必胜, 必胜!).

### **Economie numérique : Yahoo et Epic Game se retirent du marché chinois**

Le 1<sup>er</sup> novembre, Yahoo a annoncé [se retirer](#) du marché chinois, citant un environnement réglementaire de plus en plus difficile en Chine, et mettant ainsi un terme à ses services en ligne. Cette annonce intervient quelques semaines après le retrait LinkedIn (voir [brèves du SER de Pékin du 11 octobre](#)) et alors qu'entrent en vigueur cette année la loi sur la sécurité des données et la loi sur la protection des données personnelles.

Yahoo avait déjà mis un terme à sa présence physique en mars 2015 avec la fermeture de ses opérations de R&D à Pékin, après la fermeture de son service de messagerie en 2013. Néanmoins, il était toujours possible d'accéder aux mails de Yahoo.

Dans le même temps, Epic Game, qui édite le jeu vidéo Fortnite, a également annoncé son retrait du marché chinois. Pour se conformer aux réglementations chinoises, Epic Games avait déjà adapté la version de son jeu au marché, dans laquelle les contenus violents, obscènes ou politiquement sensibles étaient encadrés ; l'entreprise ne pouvait de surcroît pas monétiser son jeu en Chine (une grande partie du CA étant généré par des ventes de contenus additionnels). En juillet, Tencent, deuxième actionnaire d'Epic Games, avait imposé l'usage de la reconnaissance faciale pour restreindre aux mineurs l'accès aux jeux. Les serveurs de jeu cesseront d'être actifs à partir du 15 novembre prochain.

### **Multilatéral : la Chine demande formellement à rejoindre l'Accord de partenariat sur l'économie numérique**

Lors de sa participation virtuelle au 16<sup>e</sup> sommet des dirigeants du G20 le 30 octobre, le président Xi Jinping [a annoncé](#) le souhait de la Chine d'adhérer à l'Accord de partenariat sur l'économie numérique (*Digital Economy Partnership Agreement*, DEPA). La demande officielle d'adhésion de la Chine à l'Accord a été [déposée](#) le 1<sup>er</sup> novembre.

Lancé par la Nouvelle-Zélande, le Chili, et Singapour, et signé en juin 2020, cet accord s'appuie sur les chapitres relatifs au commerce numérique des accords de libre-échange existants, tels que le CPTPP, en ajoutant des engagements renforcés pour faciliter le commerce numérique et la coopération multipartite sur une série de technologies avancées telles que l'intelligence artificielle et les identités numériques. En décembre 2020, le Canada a notifié aux parties du DEPA son intention d'entamer des discussions en vue d'une éventuelle adhésion. Selon [le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères](#), la demande d'adhésion de la Chine témoigne de sa contribution à l'élaboration des règles internationales relatives à l'économie numérique dans un cadre multilatéral, et signale également sa « volonté ferme » de poursuivre son ouverture et de se conformer aux règles internationales.

Lire [le texte de l'accord DEPA/les points essentiels](#)

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

## Développement durable, énergie et transports

### CoP26 : bilan à mi-parcours des engagements multilatéraux auxquels la Chine participe

La CoP26 de Glasgow a débuté le 31 octobre et durera jusqu'au 12 novembre. Le président chinois Xi Jinping fait partie des rares chefs d'Etat à ne pas s'être rendu sur place, avec son homologue russe Vladimir Poutine. Une simple [déclaration écrite](#) de sa part a été envoyée. Le porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères a déclaré que les organisateurs n'avaient pas laissé la possibilité d'une intervention en vidéo. Xie Zhenhua, envoyé spécial pour le climat, est à la tête de la délégation chinoise à Glasgow, accompagné notamment par le vice-ministre de l'écologie et de l'environnement, M. Zhao Yingmin, qui avait mené la délégation à la CoP25.

La Chine s'est engagée lundi soir aux côtés de plus de 100 pays à mettre fin à la déforestation d'ici 2030, en signant la [déclaration](#) des leaders sur les forêts et l'utilisation des sols. Le Brésil, souvent critiqué pour son accélération de la destruction de la forêt amazonienne, fait également partie des signataires. Ces engagements ne sont néanmoins pas contraignants.

La Chine s'est également engagée dans la partie « hydrogène » du « [Breakthrough agenda](#) », lancé le mardi 2 novembre et qui vise à renforcer la coopération internationale afin de rendre les technologies propres plus accessibles, notamment aux pays en développement. L'engagement « hydrogène » fixe un objectif de rendre l'hydrogène renouvelable et bas carbone disponible à un prix abordable dans le monde entier d'ici à 2030. Elle ne participe pas sur les engagements « acier », « transport routier » ou « énergie ».

La Chine ne figure pas non plus sur la liste des quelques 100 pays signataires de l'engagement [Global Methane Pledge](#) sur la réduction des émissions de méthane. Celui-ci vise à diminuer de 30% les émissions de méthane d'ici à 2030. La Chine fait pourtant partie des 5 plus gros émetteurs mondiaux de méthane, avec l'Inde et la Russie (qui n'ont pas non plus signé). Si l'objectif de renforcer le contrôle des émissions de méthane figurait dans les trois plans climat chinois publiés en amont de la COP26 (voir brèves hebdomadaires, [semaine du 25 octobre](#)), aucune cible quantitative n'était toutefois avancée.

Le pays ne s'est pas non plus engagé à [mettre fin aux centrales à charbon](#), alors que d'autres pays fortement dépendants de ce combustible comme la Pologne l'ont fait. Enfin, malgré son engagement de mettre fin à la construction des centrales à charbon à l'étranger prononcé lors de la dernière Assemblée générale des Nations Unies en septembre, la Chine ne compte pas parmi les pays [s'étant engagés jeudi](#) à la COP26 à mettre fin au soutien financier aux énergies fossiles à l'étranger.

### Energie : rebond des réserves de charbon dans les centrales thermiques suite à l'augmentation de la capacité de production et publication d'un avis sur la modernisation des centrales au charbon par la NDRC

Dans un contexte d'augmentation de la production de charbon appuyée par les autorités chinoises, la Commission nationale pour le Développement et la Réforme (NDRC) a [annoncé](#) le jeudi 5 novembre que les réserves de charbon dans les centrales thermiques étaient remontées à un « niveau normal », soit plus de 111 Mt, équivalent d'un seuil de 20 jours de disponibilité. A l'échelle régionale, les centrales dans le nord-est de la Chine, zone particulièrement affectée par la grave pénurie énergétique en fin septembre dernier (voir Brèves du SER de Pékin, [semaine du 27 septembre](#)), disposent désormais des stocks de charbon suffisant pour assurer 32 jours de fonctionnement.

Selon la NDRC, la [capacité](#) de production journalière domestique de charbon a déjà dépassé 11,7 Mt le 3 novembre, soit une hausse d'environ 1 Mt par rapport à début octobre et très proche du pic de production de cette année. Le groupe géant chinois *China Energy* a enregistré son [record historique](#) de production charbonnière, atteignant un total de 50,6 Mt pour le mois d'octobre. Parallèlement, le prix du charbon a [baissé](#) pendant huit jours consécutifs et est passé sous la barre de 1 500 RMB (environ 197 EUR) la tonne, ce qui a allégé la pression sur les producteurs d'électricité. Avec les diverses mesures en place visant à accroître la production, la NDRC estime que la capacité journalière devrait dépasser 12 Mt prochainement.

En parallèle, la NDRC a publié le 3 novembre un [avis](#) sur la transformation et la modernisation des centrales thermiques, visant à réduire d'ici 2025 la consommation moyenne de charbon pour la production d'électricité à moins de 300 grammes de charbon standard par kilowattheure, contre 305,5 g/kWh en 2020 (pour mémoire, ce chiffre était de 370 g/kWh en 2005). Les centrales thermiques dont la consommation moyenne est supérieure à 300 g/kWh devront accélérer leur modernisation en vue d'améliorer l'efficacité énergétique, ceux qui ne sont pas en mesure d'être rénovés seront progressivement fermés ou transformés en sources d'alimentation de secours. Elle prévoit de moderniser des centrales au charbon d'un minimum de 350 GW pendant la période de 14<sup>ème</sup> plan quinquennal (2021 – 2025).

L'avis exige également que les nouveaux projets de centrales thermiques adoptent des générateurs ultrasupercritiques (USC) dont le taux moyen de consommation est inférieur à 270 g/kWh. Il précise par ailleurs que les nouvelles unités de production thermique de refroidissement par eau dont la consommation dépasse 285 g/kWh et celles de refroidissement par air qui consomment plus de 300 g/kWh ne seront plus autorisées.

La NDRC considère que « la promotion des économies d'énergie dans les unités de production d'électricité au charbon constitue un moyen efficace pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et revêt une importance particulière pour atteindre le plafonnement d'émissions de carbone dans l'industrie électrique ». Pour rappel, la Chine a publié trois plans climat sur le pic d'émissions et la neutralité carbone la semaine dernière avant l'ouverture de la CoP26 à Glasgow (voir Brèves du SER de Pékin, [semaine du 25 octobre](#)).

### **Aéronautique : la chaîne d'assemblage des monocouloirs d'Airbus à Tianjin produira des A321 en 2022**

Le 4 novembre, en présence de M. MA Shunqing, Vice-Maire de Tianjin, Airbus a signé un [accord tripartite](#) avec la Tianjin Free Trade Zone et AVIC pour une évolution de la chaîne d'assemblage finale (FAL) des monocouloirs de la famille A320, afin de permettre la production de modèles A321neo à partir du T3 2022. Des travaux d'adaptations sont programmés à la FAL au cours de l'été prochain. [Selon Airbus](#), le carnet de commande pour les A321 est égal à la somme des commandes cumulées des modèles A319 et A320. Cet appareil, qui constitue actuellement 25% des monocouloirs Airbus exploitées par les compagnies chinoises, devrait voir ses parts de marché augmenter avec le renouvellement des flottes. Les clients chinois pourront désormais être livrés directement depuis son usine de Tianjin, alors que les équipes devaient auparavant se déplacer à la FAL de Hambourg pour réceptionner ces modèles. Les deux premiers appareils A321neo sont susceptibles de sortir de l'usine de Tianjin en octobre 2022.

Ce nouvel axe de coopération témoigne de la consolidation des activités d'Airbus dans l'écosystème aéronautique de Tianjin, depuis l'ouverture de la FAL pour la famille A320 en septembre 2008, dont sont issus plus de 550 appareils. D'autres projets ont éclos depuis lors, comme les centres de livraison des A330 (2007) et des A350 (juillet 2021, voir *Brèves du SER de Pékin*, [semaine du 19 au 23 juillet](#)). Pour rappel, Airbus a par ailleurs annoncé lors du dernier salon aéronautique de Zhuhai en septembre dernier, un [approfondissement](#) de sa coopération

avec Xi'an Aircraft International Tianjin Corp (XAT, groupe AVIC), à l'occasion la première livraison d'un équipement de fuselage A320 à la FAL de Tianjin, en parallèle de la 500<sup>ème</sup> unité d'ailes pour le même appareil (Voir Brèves du SER de Pékin, *semaine du 4 au 8 octobre*).

### **Transport aérien : la situation financière des compagnies chinoises se dégrade au 3<sup>ème</sup> trimestre 2021**

Les trois principales compagnies aériennes chinoises ont [publié](#) leurs rapports de performance pour le troisième trimestre 2021, affichant [toutes des pertes importantes](#), et inversant le redressement relatif enregistré au cours du S1 (Voir Brèves du SER de Pékin, [semaine du 6 au 10 septembre](#)). Ainsi, si Air China annonce au T3 un chiffre d'affaire de 19,8 Mds CNY (2,7 Mds EUR ; + 5,24% en glissement annuel), ses pertes sont évaluées à 3,5 Mds CNY (477 M EUR ; + 427,17% par rapport de la même période de l'an dernier), soit six fois plus que celles enregistrées au T2 (580 M CNY). La dégradation de la situation est comparable pour China Eastern, qui malgré un CA en hausse à 17,9 Mds CNY (2,4 Mds EUR), accuse une perte nette de 3 Mds CNY (398,5 M EUR), plus du double de celle connue au T2 (1,4 CNY). Un peu moins exposée à la quasi absence de trafic international (et recettes associées), China Southern limite les dégâts mais sans atteindre l'équilibre, avec un CA 26,9 Mds CNY (3,6 Mds EUR ; +2,02%) et une perte de 1,4 Mds CNY (193 M EUR), tout de même deux fois plus importante que lors du trimestre précédent (689 M CNY).

La politique de limitation des vols internationaux par la Chine, mis en place depuis mars 2020, s'est encore dégradée avec l'instauration de nouvelles mesures sanitaires dans les aéroports, qui ont conduit à l'annulation supplémentaires de nombreux vols en dépit du faible volume (Voir Brèves du SER de Pékin, [semaine du 30 août au 3 septembre](#)). On estime que le trafic international de passagers vers la Chine n'atteint aujourd'hui qu'à peine 2% de son niveau de pré-épidémique il y a deux ans. Le 29 octobre dernier, l'Administration de l'Aviation Civile de Chine (CAAC) n'a [autorisé](#) pour la saison hiver 2021-2022 (jusqu'à fin mars) que 408 vols internationaux réguliers de passagers (contre 644 vols autorisations pour la saison d'été), en recul de 21% par rapport à la saison hiver de l'an dernier. L'autre différence majeure avec la situation d'embellie relative du trafic aérien l'an dernier, sont les effets de la stratégie zéro-cas sur l'offre de transport aérien non seulement sur les vols internationaux mais sur le marché intérieur de trafic aérien. Les différentes vagues de COVID-19 et les reports ou annulation de voyages qui ont suivi, ont ainsi conduit à une [baisse de plus de 30%](#) des capacités en août, selon le cabinet OAG. La nouvelle résurgence de cas au cours du mois d'octobre a provoqué [l'annulation de centaines de vols domestiques](#), en particulier à destination des aéroports de Pékin.

De toute évidence, cette situation devrait continuer de peser sur les performances et les comptes des compagnies aériennes chinoises dans les mois qui viennent, à tout le moins pour l'exercice en cours. Le seul opérateur chinois tirant son épingle du jeu pour l'heure est Spring Airlines ; la compagnie reste en effet rentable au T3, avec un CA de 3,2 Mds CNY (429,5 M EUR ; +14,46 % en g.a.) et un bénéfice net de 149 M CNY (20,1 M EUR). Mais ces résultats positifs restent toutefois le fruit d'opérations financières, car en partie attribuable au report du versement de dividendes aux actionnaires (-42,72 % en g.a.).

### **Aéronautique : l'autorité d'aviation civile chinoise veut avancer sur l'avion électrique**

Le 27 octobre, le Centre de certification de l'Administration de l'Aviation Civile de Chine (CAAC) à Shenyang a annoncé le lancement de travaux pour l'établissement de normes et standards à la [certification de la navigabilité des avions électriques](#), en coopération avec l'Institut de recherche de l'aviation générale de la Province du Liaoning. Ce dernier a présenté un état des lieux du développement de ses différents modèles d'avions électriques, notamment le RX4E. Le RX4E est un appareil conçu pour le transport de 4 passagers, qui a effectué

un [premier vol d'essai](#) en octobre 2019 à l'aéroport de Caihu à Shenyang. Avec un poids au décollage de 1200 kg, le RX4E a une autonomie en vol de 1,5 h et un rayon d'action de 300 km. Il utilise une batterie d'une capacité totale de 70 kWh. Il est destiné au transport de très court-courrier, pour des activités de formation initiale et continue de pilotes, de tourisme, ou encore de photographie et cartographie aériennes. Pour la CAAC, la certification de cet appareil à énergie nouvelle est une contribution du régulateur chinois aux enjeux de définition de standards internationaux pour ces nouveaux aéronefs. L'industrie aéronautique chinoise doit également inscrire dans sa feuille de route des actions de réduction de son empreinte carbone, comme en témoigne les annonces récentes découlant des différents plans « climat », publiés par les autorités chinoises la semaine dernière (Voir Brèves du SER de Pékin, [semaine du 25 au 29 octobre](#)).

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## Actualités régionales

### **Hubei : la municipalité de Xiangyang dévoile son propre plan de développement quinquennal.**

Xiangyang, troisième ville du Hubei par la taille de la population après Wuhan et Yichang, a adopté le 4 novembre un « plan de construction d'un centre de technologie et d'innovation » qui vise à contribuer à faire du Hubei une province « technologiquement avancée ». Le plan comporte peu de détails hormis une priorité donnée à l'industrie automobile. La ville accueille déjà, au sein d'un parc industriel dédié, une usine terminale de la coentreprise Dongfeng-Nissan et un cluster d'équipementiers japonais. Le plan comporte par ailleurs des objectifs chiffrés en termes de « talents » : attirer à l'horizon 2025 5 000 ingénieurs de haut niveau ainsi que 80 000 jeunes diplômés. Cette stratégie se distingue par son caractère très ambitieux, dans la mesure où Xiangyang ne compte qu'un établissement d'enseignement supérieur de second rang, l'Université des Arts et des Sciences du Hubei.

Ce plan est la traduction du « 14e plan quinquennal pour l'innovation scientifique et technologique au Hubei » dévoilé par le comité permanent de la province à l'été, qui vise à coordonner le développement de l'ensemble de la province selon la formule « une ville pilote, deux ailes accompagnent, l'ensemble de la région se coordonne » (一主引领、两翼驱动、全域协同). Le plan vise explicitement à éviter une concentration excessive de l'activité économique à Wuhan (« 一城独大 ») qui aurait pour conséquence une aggravation des inégalités de développement au sein de la province, alors que la municipalité de Wuhan représente déjà 40% du PIB du Hubei.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

# Hong Kong et Macao

## Hong Kong

### **Epidémie : Hong Kong renforce son alignement sur la Chine en termes de contrôle de ses frontières et retire la quarantaine de dispositifs dérogeant à la quarantaine à l'hôtel**

Hong Kong [supprime](#) à compter du 12 novembre l'exemption de quarantaine octroyée le 28 mai au secteur financier (hors pays de la catégorie haut risque) qui permettait l'accès sans quarantaine mais sous conditions de 4 cadres par mois, après accord des régulateurs (SFC pour les courtiers et les sociétés de gestion d'actifs, HKMA pour les banques, l'Autorité de l'Assurance pour les sociétés d'assurance). Le *Financial Services and the Treasury Bureau* (FSTB) a indiqué le 26 octobre que 86 demandes avaient été approuvées sur 385 demandes en date du 22 octobre, soit en six mois. 500 entreprises cotées à la bourse de Hong Kong ayant les capitalisations boursières les plus importantes, qui bénéficiaient du même programme d'exemption que le secteur financier, géré par HKEX, perdent également leurs exemptions.

La flexibilité pour la communauté diplomatique, qui était déjà soumise à une quarantaine à domicile, est aussi supprimée.

Désormais seuls les chauffeurs routiers et de bus transfrontaliers, les fonctionnaires locaux, les équipages d'avion et de bateau commerciaux en escale et les Consuls généraux demeurent exemptés de quarantaine.

### **Démographie : évolution démographique à Hong Kong et la question des talents**

Dans son [rapport publié](#) en septembre 2020 sur l'évolution démographique entre 2019 et 2069, l'administration hongkongaise anticipait une hausse de la population entre 2019 (7,5 millions) jusqu'à un pic de 8,11 millions en 2041, puis un déclin (qu'elle expliquait par le vieillissement et la faible natalité) jusqu'à 7,35 millions de personnes en 2069. Entre 2019 et 2069, Hong Kong prévoit une baisse nette de la population de 160 000 habitants, avec un solde naturel de -2,10 millions et des arrivées nettes de 1,95 million. Le vieillissement de la population de Hong Kong devrait en outre aboutir à un doublement de la population de plus de 65 ans en 20 ans, de 18,4% du total en 2019 à 33,3% en 2039 (2,52 millions de personnes).

La population totale a toutefois diminué à 7,47 millions d'habitants en 2020, marquant la première interruption d'une courbe toujours ascendante depuis 1994, à l'exception d'une réduction en 2004.

Par ailleurs la population active s'est contractée depuis deux ans, atteignant 3,65 millions de personnes en septembre 2021 contre près de 3,9 millions jusqu'en juillet 2019. Le taux de chômage, en hausse depuis 2019 a atteint 7,2% en février 2021 (période de 3 mois), se réduisant depuis, à 4,7% en août puis 4,5% en septembre mais il reste de 9% pour les jeunes.

Le ministère du travail prévoyait ([Report on Manpower Projection to 2027](#)) fin 2019 une hausse de besoin en main d'oeuvre diplômée (bachelor ou plus) de 127 000 personnes supplémentaires d'ici 2027 entraînant un risque de déficit, en particulier de 34 600 diplômés universitaires. La réduction des arrivées et le risque de départs renforce ces craintes aujourd'hui : 14617 demandes de visas de travail ont été approuvées en 2020 contre 41289 en 2019 et ce chiffre n'atteint que 6417 au [1<sup>er</sup> semestre 2021](#) (par ordre décroissant Royaume Uni, Japon, Etats-Unis, Inde,

Corée du sud, France). En 2020, les services financiers ont concentré 17% de ces visas, le commerce 16%, la recherche et l'éducation 15%, les loisirs et sports 8%, l'IT 4,5%. Les extensions de visas de travail ont aussi diminué de 22159 en 2019 à 19323 en 2020, une indication des départs d'étrangers. Le nombre de visas accordés aux chinois ont aussi décliné, avec 6995 nouveaux visas dans le cadre du *Mainland Talents and Professionals scheme*, comparé à 14053 en 2019, et 4657 au premier semestre 2021. Au 1<sup>er</sup> semestre 2021, le nombre de visas délivrés dans le cadre des programmes destinés aux diplômés (qui bénéficiait principalement à la Chine) s'est réduit à 32 visas contre 116 en 2020 au titre du *Technology Talent Admission Scheme* et 464 contre 1709 pour le *quality migrant scheme*.

Selon un sondage du centre de recherche Youth Ideas « [tackling Hong Kong brain drain](#) » de mars 2021, auprès de 1135 diplômés de moins de 35 ans, 24,2% des sondés avaient l'intention de trouver un emploi en dehors de Hong Kong dans les 5 prochaines années. Les destinations prioritaires étant le Royaume Uni, la nouvelle Zélande, l'Europe et les Etats Unis. 15,8% d'entre eux n'envisageaient pas de revenir après avoir quitté Hong Kong. Parmi les critères qui les inciteraient à rester ou revenir, ils citent un salaire attractif (41,6%), une meilleure protection des libertés individuelles (38,1%) et des opportunités satisfaisantes de développement (35,8%).

### **Environnement d'affaires : le nombre de sièges régionaux diminue à Hong Kong pour la 2<sup>ème</sup> année consécutive**

Suite à la publication en octobre des résultats de son enquête annuelle sur la présence étrangère, Hong Kong compte au 1<sup>er</sup> juin 9 050 filiales (+0,28%) contre 9025 en 2020 (-0,17%), dont 1 457 sièges régionaux (-47 entités, soit -3,1%), 2 483 bureaux régionaux (+4) et 5 109 filiales locales (+67). La Chine compte le plus grand nombre de filiales locales (1 451), devant le Japon (755), les Etats-Unis (603), le Royaume Uni (321), Singapour (304).

Le nombre de sièges régionaux baisse de -3,1% à 1 457 après -2,4% en 2020 : les Etats Unis comptent le plus grand nombre de sièges régionaux (254) devant la Chine (252), le Japon (210), le Royaume Uni (138) et la France (89). Les Etats Unis perdent toutefois en 2020 28 sièges régionaux, le Japon 16, la France 5, l'Allemagne 7.

Une différence de tendance ressort entre la hausse des implantations chinoises et la stagnation ou réduction des autres origines. La Chine, dont les filiales sont toujours comptabilisées comme étrangères, renforce sa présence (+4,7%) avec 2 080 filiales, soit 23% du total contre 15,4% en 2017. Le Japon continue de reculer (-0,7% après -1% en 2020) à 1 388 filiales (15,3% du total) ainsi que les Etats-Unis de -1,25% après -4,5% en 2020, à 1 267 filiales (14% du total) soit le niveau le plus bas depuis 2011. Singapour recule également (-0,8%) à 449, et la France (-1% à 369). Le Royaume-Uni stabilise sa présence avec 667 filiales (+0,3%) après une chute de -6,7% en 2020, et l'Allemagne progresse à 418 (+4,5%).

La présence française s'établit à 369 filiales (373 en 2019), avec 5 sièges régionaux (204 entités) et un nombre de filiales couvrant le marché local inchangé (165). Depuis 2018, la France se classe en 7<sup>ème</sup> position en nombre de filiales à Hong Kong, derrière la Chine, le Japon, les Etats-Unis, le Royaume-Uni, Singapour et l'Allemagne mais est le 5<sup>ème</sup> pour les sièges régionaux.

### **Bilan économique au 3<sup>ème</sup> trimestre 2021 : ralentissement de la croissance à +5,4%**

La croissance du PIB demeure positive au 3<sup>ème</sup> trimestre du fait d'un effet de base toujours important bien qu'un peu moins favorable, mais ralentit à +5,4% (g.a.) contre 7,6% au 2<sup>ème</sup> trimestre. Sur une base trimestrielle glissante, la progression est de +0,1%.

La croissance des échanges commerciaux a ralenti au 3<sup>ème</sup> trimestre : la hausse des exportations du 3<sup>ème</sup> trimestre se réduit à 22,8% (g.a.) contre 27,1% au 2<sup>ème</sup> trimestre. Les importations ont augmenté de 25,8% (g.a.) contre 27,9% au 2<sup>ème</sup> trimestre. Les analystes soulignent la congestion des chaînes de production et logistique en Chine, la rareté des containers face à la demande et la hausse des prix du transport comme frein à l'activité.

La consommation privée continue de progresser par rapport à 2020, +7% au 3<sup>ème</sup> trimestre, après +7,2% au 2<sup>ème</sup>. Les ventes de détail restent en hausse en septembre à +7,3%, après +11,9% en août et +2,7% en juillet. La distribution des bons d'achat en août (2000 HKD par foyer) a joué un rôle dans le dynamisme des ventes de détail ainsi que l'amélioration du marché du travail et l'impossibilité de voyager des hongkongais qui consomment localement.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## **Macao**

### **Industrie du jeu : les revenus des casinos baissent en octobre de -40% en g.a.**

Les revenus des casinos reculent en octobre de -40% en g.a et de -25,8% par rapport à septembre : ils chutent à 554 M USD, le niveau le plus bas depuis septembre 2020, du fait des restrictions aux frontières réinstaurées avec la Chine. Les revenus ont toutefois progressé de +57,3% en g.a au cours des 10 premiers mois 2021 mais ils restent en retrait de -81,4% par rapport à 2019.

### **Investissements directs : en 2020, les stocks d'investissements directs entrants à Macao ont reculé de 14,5% à 37,6 Mds USD, en particulier dans le secteur des jeux**

Les stocks d'investissements directs entrants à Macao s'élevaient à 37,6 Mds USD en 2020 (-14,5% en g.a). Les stocks d'IDE en provenance de Hong Kong ont diminué de -5,3% à 10,5 Mds USD, des îles Caïmans de -12,9% à 8,7 Mds USD, et de Chine de -0,7% à 7,4 Mds USD. Les stocks d'IDE dans les activités financières ont augmenté de +4,6% tandis que ceux du secteur des jeux ont diminué de -30% à 15,9 Mds USD.

Les stocks d'IDE à l'étranger de Macao ont atteint 8,7 Mds USD (+21,6 % en g.a). Les investissements en Chine ont augmenté de +32,9% pour atteindre 7,7 Mds USD dont le Guangdong qui représente 77,6% du total. Les IDE à Hong Kong ont chuté de -15,8% à 1,3 Md USD.

### **Commerce extérieur : les importations de Macao ont augmenté de +103% au cours des 9 premiers mois de l'année**

Au cours des 9 premiers mois de l'année, les importations macanaises ont augmenté de 103% à 14 Mds USD : celles en provenance de Chine continentale ont doublé à 4,52 Mds USD et celles venant de l'UE progressent de 132,7% à 4,43 Mds USD. En septembre, les importations ont augmenté de +13,3% en g.a. à 1,49 Md USD ; tirées par les bijoux en or, montres et maroquinerie. Les exportations restent mineures, mais ont augmenté de +25,6 % à 1,22 Mds USD au cours des 9 mois 2021 en particulier vers Hong Kong (+27,2% à 850 M USD) et les États-Unis (+4,2% à 63,4 M USD).

Les importations macanaises en provenance de France augmentent, selon les douanes locales de +161,2% en g.a à 2,45 Mds USD au cours des trois trimestres. La France demeure le 1<sup>er</sup> fournisseur européen devant l'Italie et la Suisse avec une part de 17,4% des importations totales de Macao.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## Taiwan

### Multilatéralisme : Morris Chang, fondateur de TSMC, représentera Taïwan au sommet de l'APEC

La présidente Tsai Ing-wen a de nouveau désigné Morris Chang, fondateur de Taiwan Semiconductor Manufacturing Co. (TSMC), pour représenter Taïwan au [29<sup>ème</sup> sommet des dirigeants de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique \(APEC\)](#) qui se tiendra le 12 novembre prochain sous la présidence de la Nouvelle Zélande. Cette réunion des Chefs d'Etat clôturera une année d'échanges et de réunion techniques notamment entre les ministres du commerce, des finances et de l'agriculture des Etats membres. Morris Chang qui a déjà représenté Taïwan à plusieurs reprises à ce forum, devrait saisir cette occasion pour promouvoir la candidature de Taïwan à l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (CPTPP) déjà signé par 11 pays. Il fera également part de l'engagement de Taïwan en faveur du libre-échange pour accélérer la reprise économique après la pandémie et d'un accès équitable aux vaccins contre le Covid-19. [L'APEC](#) est un forum économique intergouvernemental visant à faciliter la croissance économique, la coopération, les échanges et l'investissement de la région Asie – Pacifique. Taïwan est devenu, en 1991, membre à part entière de ce forum qui représente près de la moitié du commerce global et 38% de la population mondiale.

### PIB : la croissance économique atteint 3,80% au T3

[D'après les premières estimations de la DGBAS, la croissance de l'économie taïwanaise atteint 3,80%](#) au troisième trimestre 2021 en glissement annuel, contre 3,31% dans ses prévisions d'août dernier. Ces bons résultats s'expliquent en particulier par une forte progression de l'investissement des entreprises (+27,97%) qui contribue à 6,29 pb à la croissance du PIB. Le commerce extérieur apporte une contribution légèrement négative (-0,33 pb) en raison d'une hausse des importations de biens et de services (+19,37%) supérieure à celle des exportations (+14,05%). La croissance est soutenue par les dépenses publiques (+3,31%) qui contribuent positivement à la croissance (+0,47 pb) alors que la baisse de la consommation privée (-5,49%) génère un impact négatif (-2,62 pb). La DGBAS estime que [la croissance pourrait atteindre 6,01% en 2021](#), contre 5,88% dans ses prévisions d'août dernier.

### Economie : impact positif de l'assouplissement des mesures sanitaires sur la plupart des secteurs

Selon le MOEA, [le commerce de détail devrait connaître un rebond en raison de l'assouplissement progressif des mesures sanitaires et de la mise en œuvre du nouveau plan de stimulus](#) en septembre dernier (environ 120 Mds TWD, soit 3,7 Mds EUR). D'après ses dernières statistiques publiées, le commerce de détail s'est élevé, en septembre 2021, à 325,4 Mds TWD (près de 12 Mds USD), soit une augmentation de 1,3% par rapport à septembre 2020. Cette hausse dépend largement des ventes en ligne (+19,5% ; 21,5 Mds TWD), ainsi que des ventes de véhicules (+6,1% ; 57,6 Mds TWD), de carburants (+18% ; 21,8 Mds TWD) et de produits informatiques (+11,9% ; 21,1 Mds TWD). Le commerce de gros, quant à lui, progresse de 11,5% à 1 074 Mds TWD alors que celui des produits alimentaires et des boissons diminue de 11,2% à 57,3 Mds TWD, l'amplitude de la baisse dans ce secteur ayant diminué par rapport aux deux mois précédents (-38,8% en juillet et -25,7% en août). Sur les trois premiers trimestres 2021, le commerce de gros (8 934 Mds TWD), comme celui de détail (2 864 Mds TWD), augmentent de 16,5% et 2,2% respectivement, mais le commerce de l'alimentation et des boissons (516 Mds TWD) accuse une baisse de 10,2% en glissement annuel.

### **Batteries au lithium : Taiwan Cement inaugure un nouveau site de production à Kaohsiung**

[Molie Quantum Energy](#), filiale du groupe Taiwan Cement, vient d'inaugurer à Kaohsiung la construction d'une usine de batteries lithium, pour une mise en production à l'horizon 2023, grâce à un premier investissement de 12 Mds TWD (360 M euros). Taiwan Cement a annoncé également un investissement de 5,5 Mds TWD dans des [installations de stockage](#) de l'énergie pour équiper ses cimenteries de Suao (87,5 MW) et Hualien (250 MW) qui lui permettront de bénéficier d'une fourniture stable en électricité 24h/24. Taiwan Cement a racheté début 2021 pour un montant de 132 M euros, [ENGIE Eps](#), spécialisée dans les solutions de stockage d'énergie à grande échelle, de micro-réseaux et solutions de stockage d'énergie pour les véhicules électriques, rebaptisée depuis NHOA. Cette dernière a été sélectionnée tout récemment par le groupe australien Synergy pour un projet d'installation de stockage sur batteries de 200 MW. Le cimentier taiwanais s'est engagé à réduire ses émissions de CO2 de 30 % d'ici 2030 et à atteindre la neutralité carbone en 2050.

### **Composants électroniques : Largan Precision va procéder au rachat d'une partie de ses actions**

Largan Precision, le fournisseur taiwanais discret de lentilles optiques de l'iPhone, a annoncé qu'il allait procéder au rachat de plus de 1,3 M de ses actions dans les deux mois à venir, afin de protéger les droits de ses actionnaires. [Ce rachat évalué à un montant d'environ 4,4 Md TWD](#) (132 M euros) devrait permettre d'augmenter les dividendes qui seront désormais reversés à son actionnariat à raison de deux fois par an. L'entreprise taiwanaise, qui est restée longtemps le fournisseur quasi-exclusif de modules optiques d'Apple, doit désormais faire face à une concurrence chinoise intense, [notamment avec la montée en puissance de Sunny Optical](#), et après avoir été l'une des victimes collatérales de la guerre commerciale sino-américaine, avec la perte de Huawei dans son portefeuille de clients. Alors qu'Apple a boudé ses dernières lentilles 8P et 9P, la société taiwanaise a décidé de réinvestir le secteur de l'automobile. En termes de nombre de fournisseurs d'Apple, pour la première fois, la Chine surpasserait Taiwan, à 51 contre 48.

### **Véhicules électriques : Taiwan promeut activement le développement de sa filière**

Le Président du Taiwan External Trade Development Council (TAITRA), James HUANG, a présenté lors de l'[Indo-Pacific Business Forum \(IPBF\)](#), [les avantages](#) compétitifs de Taiwan dans le domaine du véhicule électrique, liés à son écosystème complet, aux dernières avancées de Honhai (Foxconn) via sa nouvelle plate-forme MIH, à la production de bus électriques locale et aux politiques de soutien gouvernementales. Par ailleurs, dans le développement des scooters électriques, il a souligné les derniers développements de Gogoro aux Etats-Unis (introduction au NASDAQ) et ceux de Kwang Yang et Sanyang en Asie du Sud-Est, notamment en Indonésie, au Vietnam et en Inde. Les Etats-Unis ont rappelé lors du forum le rôle clef de Taiwan dans les chaînes d'approvisionnement régionales en matière de haute technologie, et ont souligné sa contribution stratégique aux chaînes logistiques mondiales en termes de technologies critiques, d'équipements médicaux et de semi-conducteurs.

### **Sidérurgie : China Steel envisage de répercuter dès août le prix de la taxe carbone sur ses produits**

[China Steel](#) s'est donné pour objectif de réduire de 7% ses émissions carbone par rapport à 2018 d'ici 2025, et d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. A l'instar des groupes sidérurgiques Tata et Thyssenkrupp, le groupe

taiwanais envisage d'introduire dès août prochain un supplément carbone sur ses produits, afin de mieux refléter les coûts de production et d'investissement pour produire de "l'acier vert", et ceci en amont de l'entrée en vigueur du [mécanisme européen d'ajustement carbone](#) aux frontières ([CBAM](#)). China Steel, qui exporte annuellement environ 300 000 tonnes d'acier vers l'Europe (3% de sa production totale), estime que les nouvelles mesures européennes pourraient affecter sensiblement ses clients en aval.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

# Mongolie

## Balance des paiements : le déficit atteint 580 millions USD en 2021

Sur les neuf premiers mois de l'année 2021, la balance des paiements a atteint un déficit de 580 millions USD. Sur l'année 2021, le déficit du compte courant est estimé à 15% du PIB selon la banque centrale, qui s'explique principalement par l'intermittence des exportations de charbon et la faiblesse du secteur touristique. Par ailleurs, sur cette même période, la banque centrale estime les investissements directs de l'étranger à 97,9 million USD, conservant le même niveau que sur l'année 2020.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Jean-Marc Fenet  
Rédacteurs : Lennig Chalmel, Zilan Huang, Baptiste Gosson-Brion, Furu Ren, Kimberley Le Pape, Camille Paillard, Dominique Grass, Li Wei, Pascal Millard, Florian Surre, Odile Huang, Matthieu de Villiers, Charlotte Lau, Chen Cheng, Max Chang

Revu par : Thomas Carré, Antoine Moisson, Orhan Chiali, Valérie Liang-Champrenault, Alain Berder, François Lemal

Pour s'abonner : [camille.paillard@dgtresor.gouv.fr](mailto:camille.paillard@dgtresor.gouv.fr)